



## L'eau et les nouvelles puissances coloniales

Nestlé : Un conte de plusieurs villes

Par [Franklin Frederick](#)

Mondialisation.ca, 19 décembre 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Le Canada](#)

Thème: [Environnement](#), [Transnationales](#)

*Le 14 novembre, le groupe canadien Wellington Water Watchers a organisé la conférence « All Eyes on Nestlé » dans la ville de Guelph, en Ontario, réunissant des peuples autochtones et des mouvements citoyens luttant contre les prélèvements d'eau de Nestlé au Canada, aux États-Unis, en France et au Brésil. Suite à cet événement public, les représentants des organisations impliquées se sont réunis pour un atelier d'échange d'information et de discussion sur les stratégies communes possibles de résistance à cette gigantesque corporation et ses prélèvements d'eau.*

Des expériences et des histoires partagées par des groupes aussi différents que le Collectif Eau 88 - de la ville de Vittel, France - Save our Waters - d'Elora, Canada - ou le Michigan Citizens for Water Conservation - des États-Unis - ont montré qu'il existe un modèle commun dans tous ces endroits où Nestlé utilise l'eau pour ses installations d'embouteillage, alors que ces entreprises affirment que tout problème est toujours une question purement locale. Ce modèle commun montre, par exemple, que les quantités d'eau prélevées - pour lesquelles Nestlé ne paie presque rien - entraînent généralement un abaissement du niveau des nappes phréatiques, affectent les écosystèmes et mettent en danger l'approvisionnement en eau des populations locales. A Vittel, par exemple, Nestlé et la communauté prélèvent l'eau du même aquifère et les institutions publiques françaises ont reconnu que cette situation mettait l'aquifère en danger, car les prélèvements d'eau allaient plus vite que son renouvellement naturel.

La solution proposée par les autorités françaises ? Construire un pipeline d'environ 14 km pour amener l'eau d'un autre endroit aux habitants de Vittel, afin que Nestlé puisse continuer à pomper l'eau souterraine de Vittel sans être dérangée !!!! Grâce à la résistance du Collectif Eau 88, le projet de canalisation a été politiquement rejeté et une autre solution doit être trouvée pour protéger l'aquifère. Mais sans ce mouvement citoyen, le projet de pipeline aurait été construit avec l'argent des contribuables. Dans le comté de Wellington, Nestlé Waters Canada a la permission d'extraire 4,7 millions de litres d'eau par jour dans les puits de Hillsburgh et d'Aberfoyle et, selon Mike Balkwill de Wellington Water Watchers, » la société a demandé le renouvellement de ces permis, alors qu'elle extrait l'eau sans le consentement des Six Nations, sur le territoire desquelles elle opère, et malgré l'opposition publique de plusieurs organisations autochtones.

Et encore une fois, grâce à la résistance des Six Nations et d'autres mouvements de citoyens, le moratoire sur les permis d'eau qui prendrait fin le 1er janvier prochain a récemment été prolongé par les autorités jusqu'en septembre 2020. La situation est la même en Floride où, bien que l'autorité locale de l'eau considère que le système d'approvisionnement en eau est en voie de rétablissement après une surexploitation, Nestlé

veut toujours pomper l'eau de Ginnie Springs. Le modèle commun qui se dégage de ces cas et d'autres - dans l'État du Michigan ou dans la petite ville de São Lourenço au Brésil - montre également que ce sont toujours des groupes locaux qui sont venus défendre l'eau, et non les autorités de l'État chargées de la protection de l'eau ou de l'environnement. Au contraire, une autre tendance qui se répète dans la plupart des cas, les gouvernements se rangent très souvent du côté de l'entreprise contre les citoyens. Pire encore, dans de nombreux endroits, Nestlé « fusionne » avec les autorités locales, comme dans le Maine où un cadre de Nestlé siégeait au conseil de l'agence de protection de l'environnement de l'Etat ; ou à Vittel où une adjointe au maire est poursuivie en justice en raison d'un conflit d'intérêts concernant le projet de pipeline : cette adjointe, conseillère départementale, Claudie Pruvost, était mariée à un cadre Nestlé originaire de Vittel, président d'une association qui avait été choisie pour porter le Schéma d'Aménagement et de la Gestion de l'Eau à la Commission Locale de l'Eau que Mme Pruvost présidait. Le procès a été retardé parce que l'affaire a dû être déplacée du tribunal de la ville d'Épinal - le plus proche de Vittel - à la ville de Nancy car la vice-présidente du tribunal d'Épinal était également mariée au Directeur de Nestlé Waters à Vittel !

Nestlé s'efforce toujours d'établir des alliances ou des partenariats avec les gouvernements pour protéger ses activités, en particulier dans son pays d'origine, la Suisse, où son image doit être mieux protégée. Récemment, Christian Frutiger, ancien chef des affaires publiques de Nestlé, a été nommé directeur adjoint de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) - l'agence de développement du Gouvernement de la Suisse, responsable des programmes d'aide au développement - où il sera responsable du programme EAU de la DDC !

Les dommages écologiques causés par les prélèvements d'eau et les installations d'embouteillage de Nestlé ne sont pas non plus limités localement. Les bouteilles d'eau en PET sont l'une des principales sources de déchets plastiques dans le monde. Un seul exemple suffit à donner une idée de la contribution de Nestlé à ce problème : selon Wellington Water Watchers, si le gouvernement approuve les autorisations de Nestlé de prélever de l'eau pour l'embouteillage commercial dans le comté de Wellington, l'entreprise produira plus de 3 milliards 500 millions de bouteilles en plastique par an - mises bout à bout, ce nombre ferait 16 fois le tour du monde ! Et cette quantité de plastique ne provient que de quelques sites dans le comté de Wellington ! Nestlé dispose de douzaines d'installations d'embouteillage de ce type dans le monde entier, utilisant d'énormes quantités de combustibles fossiles pour produire encore des milliards de bouteilles en plastique. Si l'on ajoute à cela tout le carburant consommé pour transporter toutes ces bouteilles - principalement par camion - nous pouvons également constater l'impact significatif de Nestlé sur le changement climatique.

**WATER  
FOR LIFE**  
**NOT PROFIT**



# ALL EYES ON NESTLÉ



Learn about the impact of Nestlé water bottling in communities around the world. Water is a human right and a public trust and should never be under the control of private corporations like Nestlé. Learn more about how to take action to protect water and **Say No To Nestlé** water bottling in Ontario.

**Guelph - Thursday, November 14**

7pm - 9pm (Doors open at 6:30 pm)

### SPEAKERS

Dawn Martin-Hill - Six Nations  
Bernhard and Renée-Lise Schmitt - Collectif Eau 88  
Franklin Frederick - Brazil/Switzerland  
Peggy Case - Michigan Citizens for Water Conservation  
Miranda Fox - Story of Stuff  
Merrilee Jipson - Santa Fe River Inc.  
Gina Luster - Flint Rising  
Nickie Sekera - Community Water Justice

**WHERE:** Trinity United Church  
400 Stevenson St N, Guelph

**FOR MORE INFO:** Email us at [wellingtonwaterwatchers@gmail.com](mailto:wellingtonwaterwatchers@gmail.com)

wellington *Water* watchers.ca



THE COUNCIL OF CANADIANS LE CONSEIL DES CANADIENS  
GUELPH CHAPTER

De tels schémas sont intrinsèques aux activités d'embouteillage de Nestlé dans le monde entier et à la puissance économique et politique de cette multinationale géante. Des pays comme le Canada, les États-Unis ou la France comptent parmi les sociétés démocratiques les plus riches et les plus traditionnelles de notre planète et, pourtant, leurs citoyens doivent lutter très durement et très longtemps pour atteindre un niveau minimum de protection des eaux souterraines et de surface, des écosystèmes et aussi pour leur accès à l'eau dans l'avenir - des choses que, dans une démocratie, nous considérons comme une obligation de l'État. Mais si Nestlé parvient à avoir des gouvernements de son côté et contre les citoyens même dans des démocraties traditionnelles comme les États-Unis, le Canada et la France, qu'advient-il des communautés confrontées à l'accaparement d'eau par Nestlé dans des sociétés beaucoup moins démocratiques et beaucoup plus vulnérables en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie ?

De nos jours, les multinationales sont devenues la principale source de pouvoir économique et politique, comme l'expliquent Paul A. Baran et Paul M. Sweezy dans leur ouvrage classique « Monopoly Capital » :

« Les votes sont la source nominale du pouvoir politique et l'argent est la vraie source : le système, en d'autres termes, est démocratique dans sa forme et ploutocratique dans son contenu. (...) Il suffit de dire que toutes les activités et fonctions politiques qui peuvent être considérées comme constituant les caractéristiques essentielles du système - endoctriner et faire la propagande pour le public électoral, organiser et maintenir les partis politiques, mener les campagnes électorales - ne peuvent se faire que par l'argent, beaucoup d'argent. Et puisque dans le capitalisme monopoliste, les grandes corporations sont la source de l'argent, elles sont aussi la source principale du pouvoir politique. »

En fait, certaines sociétés transnationales ont des bénéfices supérieurs au PNB de la grande majorité des pays du monde. Une comparaison suffit pour donner une idée du pouvoir de ces corporations : en 2017, Nestlé a consacré 7,2 milliards de dollars à sa publicité dans tout le monde. Le budget de l'Organisation Mondiale de la Santé pour 2016-2017 était de 4,384,9 millions de dollars. Il est également important de comprendre que la société transnationale moderne est aussi le successeur » naturel » des anciennes puissances coloniales, à la différence près que si les anciennes puissances coloniales se concentrent sur l'exploitation du sud global, leurs héritiers contemporains sont capables d'exploiter également le NORD global, lorsque les ressources dont ils ont besoin s'y trouvent, comme Paul Sweezy l'explique dans cette citation de » *Modern Capitalism and Other Essays* » :

« (...) il n'y a aucune raison de supposer qu'une corporation exempterait volontairement les marchés et les sources d'approvisionnement étrangers de son horizon de planification simplement parce qu'ils se trouvent à l'extérieur d'un ensemble particulier de frontières nationales. »

En fait, des communautés au Canada, en France et aux Etats-Unis qui essaient de protéger leurs ressources en eau contre Nestlé mènent les mêmes batailles que les communautés du Sud ont toujours dû mener pour protéger leurs propres ressources de l'accaparement colonial. Les anciennes puissances coloniales utilisaient les oligarchies locales soumises à leurs vues politiques et économiques comme dirigeants dans leurs colonies, ce qui est devenue le « modèle de gouvernance » dans la plupart des pays du Sud. Sous le néolibéralisme, ce modèle a été exporté vers le Nord où les sociétés transnationales prennent progressivement le contrôle de l'espace démocratique et le pouvoir politique, transformant de nombreux endroits du Nord en un miroir des communautés colonisées du Sud. Sous cette nouvelle puissance coloniale, les gouvernements du Sud comme du Nord deviennent des serviteurs volontaires du secteur privé, s'assurant que, malgré les dommages environnementaux et sociaux, les corporations ont accès aux ressources dont elles ont besoin.

Mais ce fait crée une nouvelle ouverture importante pour la communication, la solidarité, la compréhension et l'action commune entre les groupes de citoyens qui luttent contre la privatisation de l'eau dans le Nord et dans le Sud. La lutte, au sud ou au nord, est la même : garder l'eau comme un bien commun sous contrôle démocratique. Et lutter pour l'eau, c'est aussi lutter pour nos démocraties en danger sous la menace autoritaire du contrôle des corporations, du Sud ou du Nord. Une nouvelle alliance entre le Sud et le Nord peut émerger, qui constituera un puissant mouvement mettant au défi le secteur corporatif et ses serviteurs. Les multinationales, bien sûr, riposteront et Nestlé, une fois de plus, a déjà une longue et bien réussie histoire de lutte contre la société civile.

Dans les années 1970, un boycott international a été lancé contre Nestlé en raison de ses



pratiques de promotion de l'allaitement au biberon et de découragement de l'allaitement maternel, entraînant des maladies infantiles et la mort dans les pays pauvres du Sud. Cette campagne, connue à l'époque sous le nom de « Nestlé tue les bébés », a eu un impact sans précédent sur l'entreprise, nuisant considérablement à son image. Pour lutter contre cette campagne, Nestlé a engagé Raphael Pagan, un officier de renseignement de l'Armée et du Département de la Défense des Etats-Unis. Pagan a conseillé les présidents américains Nixon, Reagan et Bush sur les politiques envers le tiers monde - ce qui signifie, sur la façon de combattre les mouvements de libération du tiers monde. En fait, Nixon était le président américain qui a soutenu le général Pinochet dans son coup d'État contre le président élu Salvador Allende au Chili, jetant ce pays dans une dictature militaire meurtrière qui a duré des années. M. Pagan a reçu un Life Achievement Award du président Reagan - le président américain qui a mené une guerre contre le gouvernement sandiniste nicaraguayen, tuant et terrorisant des milliers de personnes en Amérique Centrale. Raphael Pagan s'est montré très efficace dans la lutte contre le boycott international contre Nestlé, principalement en élaborant une stratégie pour diviser les groupes de la société civile qui ont organisé la campagne. Ce partenariat avec les services de renseignements militaires pour lutter contre les organisations de la société civile a connu un tel succès que Nestlé a approfondi cette collaboration.

En 2002, Nestlé a engagé John Hedley, un ancien agent du MI6 - le renseignement militaire britannique - comme chef de la sécurité. Hedley a notamment été responsable de l'organisation d'une opération d'espionnage de groupes de la société civile critiques de la multinationale en Suisse, principalement le groupe ATTAC. Lorsque cette opération a été dévoilée par un journaliste d'investigation suisse qui l'a dénoncée à la télévision suisse, Nestlé a dû faire face à un procès et a été condamnée par la justice suisse. Nestlé a également développé ce que l'on appelle le « War Room », un centre de communication high-tech qui suit en temps réel toute mention faite à Nestlé dans les médias sociaux, afin que l'entreprise puisse réagir rapidement à toute « menace » posée par des personnes. En 2011, Nestlé a organisé sa conférence annuelle « Creating Shared Values » à Washington en partenariat avec « The Atlantic Council » - une organisation basée aux Etats-Unis qui rassemble les grandes entreprises, les politiciens et les militaires. The Atlantic Council - d'où son nom - est membre de l'OTAN - l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (pour en savoir plus, consulter le site [nestle.com](http://nestle.com)).

La principale table ronde de cet événement a eu lieu avec Peter Brabeck, CEO de Nestlé, et Frederick Kempe, Président et CEO du Atlantic Council, avec le titre :

' Creating Shared Values en Amérique latine : Opportunités, obstacles et orientations futures en matière de nutrition, EAU, développement rural'.

Je suppose que ce que le groupe d'experts a qualifié d' « obstacles » étaient - et sont toujours - les mouvements de la société civile qui essaient de garder leurs ressources naturelles - y compris l'eau - comme un bien commun. Lorsqu'elles sont confrontées à ce type de résistance de la société, des entreprises comme Nestlé peuvent trouver très utile d'avoir l'OTAN à leurs côtés pour aider à « convaincre » les gouvernements rebelles de donner leurs ressources naturelles pour le profit du secteur privé - et non pour le développement du pays.

Nestlé a également un programme spécial pour l'embauche d'anciens militaires américains, hommes et femmes - [nestleusacareers.com](http://nestleusacareers.com) et [nestleusa.com](http://nestleusa.com).

Peut-être juste pour garder les liens étroits avec l'armée américaine, puisque, pour autant que je sache, il n'y a pas de programme spécial de Nestlé pour embaucher de ex- militaires suisses ou français, seulement des nord- américains.....

Ces exemples suffisent à montrer que Nestlé occupe une position de leader dans l'imposition d'un contrôle des corporations sur les institutions démocratiques afin d'avoir accès aux ressources naturelles comme l'eau. Les exemples montrent également que Nestlé est en avance dans le développement de stratégies et de partenariats pour lutter contre la résistance de la société civile.

Seuls unis, au Nord comme au Sud, nous pouvons protéger nos eaux de l'accaparement des corporations et nos démocraties du contrôle corporatif. Il n'y a pas d'autre chemin.

**Franklin Frederick**

Cet article a été publié initialement en anglais :



### [Nestlé and the Privatization of Water: A Tale of Many Cities](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Franklin Frederick](#), Mondialisation.ca, 2019

---

Articles Par : [Franklin Frederick](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)